

Arnaud, bac + 5, pensait être embauché rapidement. Un an après sa sortie de l'école, il n'a toujours pas trouvé de CDI dans son secteur. Ses copains de promo ramment de stages en petits boulots.

« Il va falloir que je vive avec moins de 1 000 € par mois et Sébastien est encore étudiant pour au moins trois ans. Je ne sais plus comment faire. » Claire a 52 ans, son mari l'a quittée après presque deux ans de chômage qui ont englouti l'épargne de précaution du foyer. Il a retrouvé du travail mais aussi une nouvelle jeunesse, une nouvelle compagne, et refuse de payer une pension alimentaire. Le seul revenu de Claire est un travail de vendeuse à temps partiel décroché à la volée et censé payer ses dépenses courantes, celles de leur dernier fils encore dépendant ainsi que les charges du domicile autrefois conjugal et dont elle est copropriétaire à 70 %. (...)

Plus que les froides statistiques des journaux sur le chômage des jeunes, plus que les discours politiques sur les inégalités ou les ravages de la mondialisation, ces témoignages montrent ce que notre pays est réellement devenu : une fabrique de pauvres. (...)

Lorsque même ceux qui ont suivi toute leur vie un parcours sans faute se retrouvent eux aussi laissés au bord de la route nationale ou doivent émigrer pour chercher meilleure fortune, le doute n'est plus permis. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce n'est pas la faute des vilains immigrés, de la méchante mondialisation, de la finance sans visage, de la crise, du manque de qualification, de l'euro, ou encore du libéralisme sauvage. Concernant cette dernière idée, le libéralisme est une chimère dans un pays dont 57 % de l'économie est sous l'emprise de l'État, dans lequel le secteur privé est franchement minoritaire. On sait à quel point il est dangereux en période de crise de désigner un bouc émissaire quel qu'il soit ; l'histoire l'a démontré à plusieurs reprises au siècle passé. Il y a donc autre chose...

Simone WAPLER, *La Fabrique de pauvres*, 2015.